



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Propos liminaires de Bruno Le Maire Table ronde avec les acteurs du secteur agricole

Lundi 26 février 2024
Salon International de l'Agriculture - Paris

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Seul le prononcé fait foi



Bonjour à tous,

Je veux vous redire tout le plaisir que j'aie à vous retrouver toutes et tous ici avec Agnès Pannier-Runacher. C'est mon 15ème Salon de l'agriculture. Il correspond, je crois, un peu près au mandat de Jean-Luc Poulain, président du Ceneca. Ça doit en faire rêver certains, 15 ans de mandat.

En tout cas, je veux remercier le Président de son accueil, lui dire à quel point, c'est pour moi toujours un plaisir personnel, si ce n'est un grand bonheur de participer à ce que doit rester le Salon de l'agriculture, une grande fête. Une grande fête populaire, une grande fête nationale, une grande fête qui est propre à notre culture française.

Je veux remercier également toutes les parlementaires et tous les parlementaires qui m'accompagnent aujourd'hui. Vous voyez que vous avez ici des parlementaires de choc. Vous avez le rapporteur général du budget, donc c'est lui qui a les cordons de la bourse. Vous avez le nouveau président de la commission des affaires économiques, c'est lui qui décide de l'avenir économique de la nation. Vous avez d'autres parlementaires spécialisés des sujets, des maires ruraux qui sont des amis proches et que je remercie aussi de leur présence.

Donc on va pouvoir se parler avec beaucoup de liberté, beaucoup de franchise et regarder comment est-ce que, ensemble, avec le président de la République, avec le Premier ministre qui viendra demain au Salon, nous pourrons construire l'avenir de l'agriculture française.

Et vous me permettez de le dire en introduction quelques convictions fortes, inébranlables qui sont les mêmes depuis que j'ai eu l'honneur d'être ministre de l'Agriculture entre 2009 et 2012, avec les agriculteurs, ça fait plaisir, je crois, qu'il n'y a quasiment aucun visage qui a changé autour de cette table. On a donc toujours les mêmes visages, ils ont un peu changé, le mien le premier, mais ça fait que le lien de confiance, il est là parce que nous nous connaissons et vous savez que je parle toujours avec franchise et avec sincérité.

Oui, il y a une crise profonde de l'agriculture et des agriculteurs. Je n'y reviens pas. Je pense que ça a été suffisamment dit que je suis ici pour ouvrir des perspectives, donner de l'optimisme et pas pleurer sur le lait renversé. La solution, elle dépend de ce que nous voulons tous pour l'agriculture française et pour les agriculteurs français.

Seul le prononcé fait foi



Il faut que nous fixions une ambition collective et que cette ambition collective, elle soit partagée par toutes les filières, par tous les paysans, par toutes les exploitations.

En 1945, nous avons une ambition collective. Nous sortions de la Deuxième Guerre mondiale, il fallait produire, produire pour une population qui sinon, aurait eu faim, et on a demandé à nos paysans de produire.

Produire à tout prix, produire quelles que soient les conditions. Je voudrais qu'on ne l'oublie pas parce que les paysans sont comme moi, ils ont la mémoire longue et que je comprends leur incompréhension ou leur colère quand on leur dit : Mais écoutez, vous nous avez demandé de produire, on a fait ce que vous avez demandé, maintenant, vous nous le reprochez. Les paysans ont la mémoire longue et je partage cette mémoire longue du monde paysan.

Dans les années 80, on leur a demandé exactement l'inverse. Mais écoutez, maintenant qu'on a ouvert l'Union européenne, ce serait bien que vous produisiez un petit peu moins parce que vous produisez trop et que les prix s'effondrent. On leur a demandé de détruire de la production agricole, on leur a demandé de détruire des stocks de lait et des stocks de beurre. Et ce n'est pas toi, Dominique Chargé qui me diras le contraire.

Dans l'intervalle de quelques décennies, dans des temps de productions qui sont longs, un jour, on vous dit : vous produisez beaucoup. Un autre jour, on dit : vous produisez trop. Et puis, le troisième jour, c'est les années 2000, on dit aux paysans : attendez, vous produisez mal.

Je comprends qu'à un moment donné, les paysans se disent : mais vous nous demandez quoi au juste ? Qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse ? Qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse pour faire bien ? Voilà ce que demandent les paysans. Qu'est-ce qu'il faut qu'on fasse pour produire bien et pour répondre aux attentes de la nation ?

Je pense que le cap, il a été fixé très clairement par le président de la République, et je voudrais qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur ce cap. Le cap, désormais, c'est la souveraineté agricole.



Il faut produire pour nourrir. Et je dis bien produire pour nourrir. Ce qui veut dire produire, je le dis à tous les tenants de la décroissance, à tous ceux qui veulent réduire le nombre d'exploitations, à tous ceux qui chantent les louanges de la politique d'exploitation familiale comme seul et unique modèle français.

L'agriculture française, ce n'est pas « Martine à la ferme ». L'agriculture française, c'est la production, c'est la compétitivité, c'est de l'exportation, c'est des produits de qualité, c'est de la puissance. C'est de la puissance. Je le redis, l'agriculture française, ce n'est pas Martine à la ferme. Ça peut peut-être faire plaisir à certains qui se promènent dans nos travers, mais ça ne nous fera pas de l'argent à la fin du mois.

Voilà le cap qui a été fixé par le président de la République : produire pour nourrir la souveraineté agricole française.

Et dans le fond, je le dis avec Agnès Pannier-Runacher qui est une grande ministre de l'Industrie, qui a fait un boulot formidable à mes côtés. Quand nous avons pris les sujets au début du précédent quinquennat, nous avons vu les ravages de la désindustrialisation en France. Trois décennies d'errements, d'impôts qui augmentent, de condamnation de l'industrie qui est sale, qui pollue. Alors, au bout du compte, 2 millions d'emplois industriels supprimés, des milliers d'usines qui ont fermé.

Nous avons réindustrialisé la France. Il faut « réagricoliser » la France et en faire un enjeu politique de tout premier plan. Ça, c'est pour l'objectif.

L'ambition nationale doit être partagée par toutes et par tous. Sinon, ce n'est pas la peine, si on n'est pas d'accord et que vous vous voulez tout juste une petite exploitation qui soit en déficit, dites-le nous. Mais soyons bien d'accord sur ce que nous voulons.

Après, il faut mettre des instruments derrière et il faut un plan d'action économique. Je suis ici pour vous présenter un plan d'action économique en 5 points.

Premier point, il vous faut de la trésorerie. Il n'y a pas d'exploitation qui fonctionne sans avoir un peu de trésorerie. Je réunirai demain l'ensemble des acteurs financiers, banques, assureurs, institutions financières pour voir avec elles comment elles peuvent soutenir la trésorerie des exploitations, en particulier les exploitations en difficulté.

Seul le prononcé fait foi



Je vous annonce également que nous ferons dès demain le recensement de l'ensemble des exploitations en difficulté, en nous appuyant sur les directions départementales des finances publiques qui sont les mieux placées pour savoir quelles sont les exploitations en difficulté et lesquelles nous devons aider. Avec le ministre de l'Intérieur, nous engagerons les préfets dans cette voie.

La trésorerie, c'est utiliser aussi l'argent de l'État. Mais l'argent public, il n'y en a plus. Et moi, je n'ai jamais eu deux discours, jamais, jamais, jamais ! Donc, ne comptez pas sur moi à 55 ans pour changer de méthode politique. Il n'y a pas d'argent public disponible, il faut rétablir les comptes de la nation.

En revanche, l'État a une force particulière. Il peut apporter sa garantie. Et c'est comme cela que nous devons permettre aux banques de prêter, de prêter massivement et de prêter à des taux intéressants. J'ai proposé la mise en place d'une garantie de prêt à hauteur de 2 milliards d'euros. Elle a été votée par cette majorité en loi de finances 2024.

Je le dis aussi pour toutes les oppositions qui n'ont pas voté cette garantie, qui n'ont pas voté ces 2 milliards d'euros de garantie. Ne l'oubliez pas, n'oubliez pas qui vous aide, n'oubliez pas qui a une vision et n'oubliez pas ceux qui jouent avec les peurs, les colères et les inquiétudes des agriculteurs.

Cette garantie sera mise en place au 1^{er} juillet 2024. Elle permettra de favoriser l'installation et l'adaptation de toutes les fermes de France. C'est ça que l'État peut faire, apporter sa garantie, vous avez le même ministre de l'Économie et des Finances depuis 7 ans. C'est une garantie solide. Vous aurez la garantie de l'État sur l'ensemble des financements de trésorerie dont vous auriez besoin. On fera une exception à la règle que je viens d'indiquer sur les soutiens financiers pour le secteur bovin.

Pourquoi ? Parce que c'est ça ou le secteur crève. Et que pour moi, l'élevage fait partie de ce que nous sommes comme Français, de ce que nous sommes comme nation. Imaginez un jour, la France sans l'élevage, ce n'est plus la France. Donc, à un moment donné, non seulement l'État est garant, mais c'est aussi le protecteur en dernier ressort.



Il est légitime que ceux qui sont réellement au bord du précipice et qui ne pourraient pas survivre sans l'aide de l'État puissent bénéficier de cette aide sociale et fiscale. Je le promets en mon nom, je tiendrai à la parole et je propose que les 150 millions d'euros qui ont été prévus pour cette aide sociale et fiscale figurent dans le projet de loi de finances rectificative que nous pourrions établir en juillet prochain. Pour que vous ayez un calendrier et que vous sachiez exactement quand et comment nous pourrions tenir nos engagements. Voilà le premier pilier de mon plan d'action. La trésorerie.

Le deuxième pilier, c'est EGalim. EGalim, c'est une des grandes singularités françaises. C'est la volonté de traiter la question du revenu de producteur non pas en aval, mais en amont.

Nous sommes la seule nation européenne qui a décidé de prendre des problèmes à la racine, c'est-à-dire dès l'amont. Je pense que c'est à notre honneur qu'il faut utiliser toute EGalim et le renforcer pour travailler ensemble sur EGalim 4.

Nous devons y travailler avec toute la filière. Qu'est-ce qu'il faut y avoir dans EGalim 4 ? D'abord, je pense qu'il faut que nous réfléchissions à l'accord indispensable entre industriel et producteur avant toute négociation avec la grande distribution.

Je trouve qu'il y a un vrai problème d'apprendre qu'il y a certains grands industriels de l'agroalimentaire qui ont négocié des prix avec la distribution, alors même qu'ils n'avaient pas négocié leur prix avec les producteurs.

Petite remarque au passage, cette négociation, elle fonctionne, c'est le rapport de force entre producteurs et industriels. C'est un rapport de force équilibré. J'ai passé 3 ans avec Dominique Chargé, devant vous, à mettre en place les organisations de producteurs laitiers en France.

C'est un combat extrêmement difficile pour succéder au quota. Il y a une histoire dans l'agriculture, il ne faut pas l'oublier. Elle n'est pas née il y a deux jours, l'agriculture française... Il ne faut pas oublier cette histoire. On n'est jamais arrivé à mettre en place des organisations de producteurs structurés et puissants dans le domaine de l'élevage. Je propose qu'on remette le travail sur notre métier et qu'on continue à réfléchir.



Je sais que c'est beaucoup plus compliqué dans l'élevage, mais je pense que ça vaut le coup de réfléchir à la manière dont on organise en aval la production bovine française pour que le rapport de force nous soit favorable. En tout cas, dans les fonctions qui sont les miennes, je suis prêt à y travailler.

Deuxième élément, il faut qu'on élargisse EGAlim à d'autres secteurs que la distribution.

La distribution, c'est un tiers de débouchés pour la filière agricole. Si je compte bien, il reste les deux tiers. Plus EGAlim aura un champ d'application large, plus EGAlim sera efficace.

Je vous propose qu'avec Agnès Pannier-Runacher, qu'avec vous toutes et vous tous ici, nous travaillions à l'élargissement du champ d'application de la loi EGAlim pour que ce soit plus juste et plus efficace.

Il y a de petites productions en France, mais toutes les petites productions ont leur valeur : c'est ce qui fait la force, l'attachement de la production agricole française.

Prenons par exemple les producteurs de lavande, c'est très important, la lavande. Ce n'est pas quelque chose de négligeable. Vous imaginez les plateaux de la région chère à mon ami Laurent Depieds, sans les plants de lavande ? A quoi est-ce que ça ressemblerait ? Vous imaginez, quand vous sortez de Moustiers-Sainte-Marie, que vous remontez les gorges du Verdon, vous arrivez sur ces grands plateaux qui sont écrasés de chaleur, sans la lavande ? Mais ce ne serait plus la France. Et quand j'apprends que les producteurs de lavande sont payés une misère pour leur production qui est indispensable à l'industrie du parfum, et qui est une très belle industrie, mais dont je sais qu'elle fait des marges absolument considérables. Là, il y a quelque chose qui cloche.

Donc, je veux que, y compris sur la production de lavande, qui sert ensuite soit aux huiles essentielles, soit aux parfums, le producteur soit justement rémunéré. Aucun producteur ne doit être laissé de côté, parce que toute production est vitale à la maison française.

Troisième proposition sur EGAlim, c'est ces fameux "prix planchers". Le président de la République a pris une position forte sur ce sujet. Je pense qu'il a eu raison de prendre cette position forte. Il a voulu dire quelque chose de puissant : « Les producteurs doivent avoir la garantie que, quelles que soient les circonstances, ils seront justement rémunérés ».

Seul le prononcé fait foi



Voilà ce qu'a voulu dire le président de la République. Et je pense qu'il a eu raison de taper du poing sur la table en disant que chaque producteur de chaque production doit être justement rémunéré.

Je propose qu'on travaille ensemble sur ce prix plancher, notamment en travaillant sur des indicateurs de prix, filière par filière, parce qu'évidemment, filière par filière, les choses seront très différentes. Pour qu'on regarde comment le prix est construit et qu'au bout du compte, le producteur puisse avoir la rémunération à laquelle il a droit.

Voilà le deuxième pilier de notre stratégie économique que je vous propose aujourd'hui. EGalim 4, élargie, plus forte, avec toutes les productions qui sont dedans et la construction d'un prix en amont avec des indicateurs de coûts.

Je dis au passage que je continuerai à prononcer des sanctions nécessaires contre toutes celles et tous ceux qui ne respectent pas les dispositions de la loi EGalim et je confirme que la loi EGalim s'applique à tous, y compris aux centrales d'achat européennes.

Troisième pilier : l'exportation. Et là aussi, on va se dire les choses avec beaucoup de franchise. Tous ceux qui dénoncent les exportations et le commerce international tuent l'agriculture française. L'agriculture française ne peut pas être une agriculture repliée sur ses frontières. C'est absurde, c'est délétère, c'est suicidaire et il faut avoir le courage de porter ce discours-là parce que je sais bien que l'ambiance, elle est au repli sur soi, elle est au "tout est très bien chez nous, restons chez nous et tout ira bien pour tout le monde". C'est faux. C'est un mensonge. Personne ne le sait mieux que vous ici.

Vous ne pouvez pas venir dans mon bureau me demander, à moi et au président de la République, d'aller négocier avec l'Algérie l'ouverture des marchés pour les bovins, parce que sinon, les prix s'effondrent. Et puis nous dire ensuite que l'exportation, ça ne compte pas. Vous ne pouvez pas nous dire devant les caméras de télévision que vous ne voulez pas d'exportations, que vous ne voulez pas de commerce international, et nous supplier quand le président de la République voit Xi Jinping qu'il lève les barrières à l'entrée du porc parce que sinon le prix au cadran s'effondre. Et si le prix au cadran se tient aujourd'hui, c'est parce que nous avons obtenu la levée des barrières à l'exportation du porc français vers la Chine, grande consommatrice de viande de porc.



Qu'est-ce que je vais faire après vous avoir vus ? Je vais aller voir les producteurs de Cognac. Ils sont inquiets légitimement, puisque le jour où le Président de la République populaire de Chine, Monsieur Xi Jinping, décide de mettre des tarifs sur le cognac français qui représente un tiers du marché en Chine. Je peux vous dire que ça fera des ravages dans les fermes françaises.

Vous ne pouvez pas nous demander de nous battre à l'exportation et ne pas dire devant les Françaises et les Français que l'exportation est vitale pour l'agriculture française. Là aussi, c'est deux conceptions qui s'affrontent.

L'agriculture française, c'est soit Martine à la ferme et l'appauvrissement pour tous. Pour qu'on ait des cultures puissantes, compétitives, modernes, innovantes, respectueuses de l'environnement et ça fera votre richesse. Et nous sommes là pour vous aider à bâtir cela.

Alors bien entendu, dans cette exportation, il y a une règle de base, ça s'appelle en bon français « le level playing field ». Quand il y a une obligation ou une norme qui s'impose sur un marché, eh bien, ça s'impose aussi aux autres marchés étrangers. Ça s'appelle « la clause miroir ». Et sur cette clause miroir, elle doit être au cœur de la bataille européenne. On n'accepte pas l'entrée sur le marché français de produits qui ne respectent pas les mêmes règles, les mêmes normes que les nôtres.

Et là-dessus, c'est moi qui prends ma perte. Il y a beaucoup à faire. Il y a encore beaucoup à faire, j'en ai parfaitement conscience. Il y a encore beaucoup, beaucoup à faire pour faire appliquer ces clauses miroir.

Deux derniers points de ce plan d'action économique. Quatrième point, c'est l'adaptation au changement climatique. Ce qui crée beaucoup de ravages dans les exploitations, c'est le changement climatique.

J'ai appelé un de mes bons amis que je consulte régulièrement, qui s'appelle William Villeneuve, ancien président des J.A. — vous le connaissez toutes et tous ici. Il m'a donné les rendements de sa ferme dans le Gers et l'évolution en cinq ans. Eh bien sur la culture, croyez-moi, avec la sécheresse, c'est un drame. Et ça crée de l'injustice territoriale terrible, ce n'est pas Jean-René qui va me dire le contraire. Alors en plus, toute ma belle-famille est agriculteurs, soit dans le Gers, soit dans le Lot-et-Garonne, donc je vois bien les rendements, le revenu qui fondent, la trésorerie qui n'est plus là.

Seul le prononcé fait foi



Il y a des départements entiers pour lesquels le réchauffement climatique signifie l'effondrement du modèle économique. Il faut qu'on travaille ensemble là-dessus. Nous avons ouvert une réflexion sur l'assurance, ça peut faire partie de cette réflexion-là, mais ça doit impérativement faire partie de la réflexion d'un plan économique efficace.

Enfin, le tout dernier point, je vais être très bref parce que nous avons lancé des travaux. Mais alors, pour le coup, je vous le dis, c'est le seul sujet, c'est « open bar », c'est la simplification.

En matière de règles administratives, de paperasseries, de Cerfa, de contrôles, d'obligations, de règles... Vous avez choisi le métier de la nature, ce n'est pas pour vous enfermer dans des bureaux.

Donc on doit simplifier, vous permettre de faire votre métier, qui n'est pas le nôtre. Et là aussi, je prends le point pour moi, vous voyez, j'essaie d'être équitable. Je prends le point pour moi, je prends le point pour nos administrations. La loi de simplification sur laquelle nous travaillons, avec Agnès Pannier-Runacher, avec d'autres membres du Gouvernement, doit être une grande loi de simplification. On doit aller très loin. Prenez les Cerfa, ça sert encore à quelque chose les Cerfa ? Vous ne pensez pas qu'on peut se passer des Cerfa ?

Voilà une réflexion que l'on peut ouvrir. Les Cerfa, c'est le boulot de l'administration, ça ne doit pas être le boulot d'un paysan. La suppression des Cerfa, voilà quelque chose sur quoi je pense qu'on peut travailler, parmi 1000 autres idées sur lesquelles nous travaillons et que nous sortirons le moment venu

En tout cas, croyez-moi, s'il y a bien une personne qui croit profondément dans l'avenir de l'agriculture française, c'est moi. Parce que j'aime l'agriculture, j'aime les paysans, j'aime leur production, et j'aime manger ce qu'ils font. Donc on a besoin de vous, vous pouvez compter sur moi.

Merci à tous.